

DELIBERATION 2014 03 –Débat d'Orientations Budgétaires 2014

Séance du Comité syndical du 7 janvier 2014

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2312-1,

Considérant qu'un débat sur les orientations générales du budget est obligatoire,

Considérant que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront inscrites dans le cadre du budget primitif,

Considérant que le débat doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif,

Sur le rapport du Président,

Le Comité syndical, après en avoir débattu,

PREND ACTE, de la tenue du débat d'orientations budgétaires préalable au vote du budget primitif 2014 du Syndicat Autolib' Métropole.



Le Président du Comité syndical



A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized letters, likely representing 'JB'.

Julien BARGETON



Autolib' Métropole
16 rue de la Banque
75002 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DELIBERATION 2014 03 – Débat d'Orientations Budgétaires 2014

Séance du Comité syndical du 7 janvier 2014

L'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit un débat dans les deux mois précédant l'adoption du budget. Le présent rapport a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2014.

Il est prévu d'approuver le compte de gestion 2013, le compte administratif 2013, de voter le report d'affectation et de voter le budget primitif 2014 lors de la séance du 27 février prochain, en accord avec les services de la direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France, du département de Paris et des élus du syndicat consultés sur cette date par le Président lors de la séance du 19 décembre 2013.

Le déploiement du service envisagé pour 2014

En 2013, 13 nouvelles collectivités ont rejoint le syndicat Autolib' Métropole. Ainsi au 31 décembre 2013, le syndicat compte 60 collectivités adhérentes, pour 47 collectivités adhérentes au 31 décembre 2012. Le cap des 100 000 abonnements a été franchi en 2013, et des records de locations s'observent tous les weekends avec plus de 23 000 locations par weekend. Plus les stations se développent en métropole, plus la part des abonnés hors Paris augmente ainsi que les déplacements en rocade. Autolib' propose une réelle alternative à la voiture thermique polluante et bruyante. Les métropolitains ont accès à un service écologique et économique, ce service se déploie progressivement grâce à l'adhésion des nouvelles villes.

890 stations sont implantées sur le territoire métropolitain au 31 décembre 2013. Il est prévu de réaliser en 2014 entre 270 et 400 stations supplémentaires, prévisions qui restent à affiner selon le planning des travaux et l'arrivée de nouvelles villes adhérentes. Les stations supplémentaires se décomposeraient de la manière suivante :

- 100 stations programmées en 2013 restent à réaliser, à réceptionner ou pour lesquelles il faut retrouver une adresse,
- 20 stations restent à réaliser pour les nouvelles villes qui ont adhéré en fin d'année 2013,
- 50 stations prévues initialement en parking à redéployer sur la voirie à Paris,
- 50 à 100 stations en parkings selon l'aboutissement des discussions en cours avec la Préfecture de Police, ou à redéployer sur voirie selon le souhait des villes adhérentes (ce redéploiement est rendu possible avec les nouvelles conventions de déploiement),
- 50 à 100 stations à réaliser pour les nouvelles villes qui adhèreraient à Autolib' Métropole en 2014.



Les prévisions de recettes 2014

La Région n'a pas renouvelé en 2013, la subvention 2012 qui était d'un montant de 4M€ pour 80 stations. Des discussions sont en cours pour une aide de la Région dans le cadre de l'installation de bornes tiers de recharge supplémentaires pour les véhicules électriques des particuliers dans les stations métropolitaines.

Comme pour l'année passée, les recettes 2014 d'Autolib' Métropole proviendront essentiellement:

- de la redevance pour frais de contrôle versée par le délégataire,
- du remboursement des annuités versées par les villes au syndicat qui ont opté pour l'étalement dans le cadre du remboursement du prêt,
- des redevances d'occupation de voirie versées par le délégataire,
- de la subvention d'investissement versée par les villes pour le financement des stations,
- des subventions pour études et la réception des bornes tiers supplémentaires destinées aux véhicules électriques des particuliers dans les stations Autolib',
- des contributions versées par les villes lors de leur adhésion,
- du report des dépenses non réalisées notamment en études et des économies sur le budget de fonctionnement en 2013 (abandon de la voiture de service, renouvellement du contrat informatique, sous location d'une partie des bureaux, passage à la dématérialisation des délibérations, etc.).

Il est envisagé d'augmenter la contribution obligatoire des nouvelles collectivités adhérentes fixée aujourd'hui à 750 euros par station. Comme le stipule l'article 15 des statuts du syndicat : « Cette contribution doit permettre d'équilibrer le budget du syndicat et vient en complément des participations versées pour la souscription de stations ». Cette contribution est restée inchangée depuis la création du syndicat.

De toute évidence, la concertation et la coordination pour l'implantation des stations (nombreux changement d'adresses en cours d'études) ont beaucoup mobilisé les agents du syndicat en 2013. Il est proposé d'augmenter la contribution obligatoire de 750 euros à 1500 euros par station pour 2014. Rappelons que cette contribution n'est versée qu'une seule fois par les collectivités. Il s'agit de mieux prendre en compte cette étape cruciale pour les villes qui viennent d'adhérer s'agissant du lieu d'implantation des stations sur la voirie ou dans les parkings.

Les prévisions de dépenses 2014

Un prêt à hauteur de 18 M€ a été mobilisé pour le financement d'une partie des stations. Ce prêt libéré intégralement en août 2012, est, pour mémoire, amorti linéairement, c'est à dire remboursé par des annuités en capital identiques de 1,8M€ et d'intérêts dégressifs.

En 2014, le montant de la deuxième annuité sera donc de 1,8 M€ et de 690 324,75 euros pour les intérêts (770 000 euros en 2013).

160 stations ont été ainsi prises en charge directement par le syndicat et une centaine d'autres par les collectivités ayant eu recours à l'étalement.

Il est envisagé pour 2014, si les élus y sont favorables, le placement du prêt non consommé pour un montant compris entre 5 et 6 M€. Une délibération en ce sens pourrait être proposée au prochain comité syndical en même temps que le vote du budget primitif. En effet, un remboursement anticipé ne semble pas pertinent car l'opération induirait le versement d'une pénalité pour remboursement anticipé d'environ 800 000 euros. Par ailleurs, les fonds disponibles permettront de faire face aux besoins de financement des projets à venir.

Les dépenses d'Autolib' Métropole comme pour 2013 seront constituées essentiellement en 2014 :

- du versement au délégataire de la subvention d'investissement en fonction de la réalisation et de la réception des stations,
- du remboursement de l'annuité 2014 du prêt,
- des frais de fonctionnement du syndicat (personnel, location des bureaux),
- des études et honoraires nécessaires au contrôle du délégataire et de la sécurisation juridique et financière des décisions du syndicat,
- des amortissements des subventions reçues et versées,
- du reversement aux collectivités des redevances d'occupation de voirie 2013.

L'équilibre du budget

Le budget du syndicat Autolib' Métropole se caractérise par le fait qu'il n'enregistre que très peu de recettes « définitives » (frais de contrôle versés annuellement par le délégataire par exemple). Pour le reste, les recettes proviennent essentiellement de mouvements qui ne font que transiter par les comptes du syndicat mixte (subventions d'équipement reçues puis reversées, redevances de voirie encaissées, puis reversées).

Dans ce cadre, l'équilibre du budget, notamment en fonctionnement, reste fragile. C'est pourquoi, il est proposé d'augmenter la contribution obligatoire versée par les nouvelles villes adhérentes en 2014 de 750 euros à 1 500 euros par station et de placer le solde d'emprunt pour atténuer le coût des intérêts. De même, l'effort de rationalisation des dépenses de fonctionnement sera poursuivi (études, personnel et location des bureaux).

La reprise de l'excédent sera effectuée comme l'an dernier dès le vote du budget primitif en février.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en débattre.

Le Président du Comité syndical



Julien BARGETON